

– deux représentants des personnes vivant avec le virus de l'immunodéficience humaine, membres.

Le comité consultatif sida peut s'adjoindre toute autre personne physique ou morale qualifiée.

Article 6 .- Les représentants visés à l'article 5 ci-dessus sont désignés par les autorités ou les organisations dont ils relèvent.

Article 7 .- En cas d'empêchement définitif du président par suite de décès, de démission ou de toute autre cause, le ministre chargé de la santé désigne parmi les membres du comité consultatif un président intérimaire. Cet intérim est limité à six mois.

Chapitre troisième - Du fonctionnement

Article 8 .- Le comité consultatif sida, sur convocation de son président, se réunit une fois par mois ou, en cas d'urgence, toutes les fois que cela est nécessaire.

Article 9 .- Le comité délibère valablement lorsqu'au moins la moitié de ses membres sont présents.

Chaque membre dispose d'une voix. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

Article 10 .- Les décisions du comité consultatif sida sont constatées par procès-verbaux signés par le président et le secrétaire de séance, sans mention des positions exprimées par les membres.

Ces procès-verbaux sont communiqués à tous les membres du comité qui disposent d'une semaine pour les approuver ou faire part de leurs observations.

Les décisions portant sur des dossiers de personnes sont couvertes par le secret médical.

Article 11 .- Le secrétariat du comité consultatif sida est assuré par le directeur du PNLS-MST, qui prépare notamment l'ordre du jour des séances et le soumet à l'approbation du président du comité.

Article 12 .- Les fonctions de membre du comité consultatif sida sont gratuites. Toutefois, les frais de déplacement et de séjour de ses membres rentrant dans le cadre des missions du comité sont pris en charge par le budget de l'État.

Article 13 .- Le ministre chargé de la santé est destinataire des comptes rendus des délibérations du comité consultatif sida.

Ces comptes rendus sont anonymes. Ils ne doivent en aucun cas permettre l'identification des personnes ayant fait une demande de prise en charge.

Ils sont communiqués au ministre chargé de la santé dans un délai maximum de huit jours. Le ministre de la santé dispose de huit jours pour transmettre les accréditations aux intéressés et les avis de prise en charge aux organismes.

Article 14 .- Les crédits nécessaires au fonctionnement du comité consultatif sida sont inscrits sur une ligne spéciale des crédits alloués au ministère de la santé publique.

Chapitre quatrième

Dispositions diverses et finales

Article 15 .- Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application du présent décret.

Article 16 .- Le présent décret sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 31 octobre 2000
El Hadj Omar Bongo

*Par le président de la République, chef de l'État,
Le premier ministre, chef du gouvernement,
Jean-François Ntoutoume-Emane*

*Le ministre de la santé publique
et de la population
Faustin Boukoubi*

*Le ministre de l'enseignement supérieur,
de la recherche et de l'innovation technologique
André Dieudonné Berre*

*Le ministre de l'économie, des finances,
du budget et de la privatisation
Émile Doumba*

Décret n° 1027/PR/MSPP

du 31 octobre 2000

*portant création, attributions, organisation
et fonctionnement de la commission
interministérielle de lutte contre le sida*

Le président de la République, chef de l'État,
Vu la Constitution,
Vu le décret n° 1195/PR du 22 décembre 1999 portant modification de l'article premier du décret n° 171/PR du 25 janvier 1999 fixant la composition du gouvernement de la République, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu l'ordonnance n° 1/95 du 14 janvier 1995 portant orientation de la politique de la santé en République gabonaise;

Vu le décret n° 1158/PR/MSPP du 4 septembre 1997 fixant les attributions et l'organisation du ministère de la santé publique et de la population;

La Cour administrative consultée;

Le conseil des ministres entendu;

Décète :

Article 1^{er} .- Le présent décret, pris en application des dispositions de l'article 51 de la Constitution, porte création, attributions, organisation et fonctionnement de la commission interministérielle de lutte contre le sida.

Chapitre premier

De la création et des attributions

Article 2 .- Il est créé et placé sous l'autorité du premier ministre, chef du gouvernement, une commission interministérielle de lutte contre le sida.

Article 3 .- La commission interministérielle de lutte contre le sida assiste le gouvernement dans la lutte contre le sida.

À ce titre, elle est notamment chargée :

– de proposer une politique multisectorielle de lutte contre le sida;

– de coordonner la lutte intersectorielle contre le sida;

– de favoriser l'élaboration et la mise en œuvre des plans stratégiques nationaux adoptés dans chaque département ministériel;

– d'analyser les rapports des instances techniques chargées du suivi de la pandémie;

– de définir des modalités d'action adaptées en fonction des contextes et des contraintes, et notamment en fonction de l'avancée scientifique et de l'évolution technologique en la matière.

Chapitre deuxième

De l'organisation

Article 4 .- La commission interministérielle de lutte contre le sida comprend :

– le premier ministre, chef du gouvernement, président,

– le ministre chargé des affaires sociales, vice-président,

– le ministre chargé de la santé publique, membre,

– le ministre chargé de la planification, membre,

– le ministre chargé des finances, membre,

– le ministre chargé de l'intérieur, membre,

– le ministre chargé de la défense nationale, membre,

– le ministre chargé de l'enseignement supérieur, membre,

– le ministre chargé des droits de l'homme, membre,

– le ministre chargé de la culture, de la jeunesse et des sports, membre,

– le ministre chargé de l'éducation nationale, membre,

– le ministre chargé de la communication, membre.

Article 5 .- La commission interministérielle de lutte contre le sida est assistée du programme national de lutte contre le sida et d'une commission technique de lutte contre le sida, du comité consultatif sida et de toute autre organisation opérant en matière de lutte contre le sida.

Chapitre troisième Du fonctionnement

Article 6 .- La commission interministérielle de lutte contre le sida se réunit, en tant que de besoin, sur convocation de son président.

Article 7 .- Les délibérations de la commission interministérielle ainsi que les résultats de ses travaux revêtent un caractère strictement confidentiel, sauf avis contraire de la commission.

Article 8 .- Le secrétariat de la commission interministérielle est assuré par le ministre chargé de la santé publique.

Article 9 .- Les fonctions de membre de la commission interministérielle de lutte contre le sida sont gratuites.

Toutefois, les déplacements et les séjours à l'extérieur du territoire national de ses membres rentrant dans le cadre des missions de la commission sont supportés par le budget de l'État.

Chapitre quatrième Dispositions diverses et finales

Article 10 .- Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application du présent décret.

Article 11 .- Le présent décret sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 31 octobre 2000

El Hadj Omar Bongo

Par le président de la République, chef de l'État,

Le premier ministre, chef du gouvernement,

Jean-François Ntoutoume-Emane

Le vice-premier ministre,

ministre de la solidarité nationale,

des affaires sociales et du bien-être

Emmanuel Ondo Methogo

Le ministre de la santé publique

et de la population

Faustin Boukoubi

Le ministre de l'économie, des finances,

du budget et de la privatisation

Émile Doumba